

# Une crise du capitalisme inédite, tant dans ses caractères que dans sa gravité : analyse et perspectives

PHILIPPE ZARIFIAN

**les déclarations et politiques des gouvernants des 20 principaux pays capitalistes de la planète.**

**I**L Y A QUELQUE CHOSE d'ahurissant dans les déclarations et les mesures déjà prises et annoncées par les principaux pays capitalistes du monde. Si la situation n'était pas si grave, elle pourrait largement alimenter des BD humoristiques !

Je me limiterai à un constat, que tout le monde peut faire : ces gouvernants, des grands Etats capitalistes (parmi lesquels ont pris bonne place la Chine et le Brésil) et grandes institutions financières internationales, ont toujours eu un ou plusieurs trains de retard sur le déroulement de la crise.

Ils ont d'abord parlé d'une *simple crise interne aux marchés financiers* appelant à leur transparence et à leur régulation et ont laissé croire que là était la question centrale : mettre de l'ordre sur ces marchés. Mais strictement aucune mesure n'a été prise pour l'instant, dans ce sens, alors que c'était en principe le plus facile à faire. Rien ! Pendant cette même courte période, la crise bancaire se préparait.

Quand *la crise bancaire est devenue évidente*, tout ce beau monde l'a découverte et a du, pour éviter un effondrement "en château de cartes" du système bancaire, annoncer la levée de sommes astronomiques (700 milliards de dollars aux Etats-Unis, c'est du jamais vu !) pour garantir la situation des banques, et déjà intervenir directement pour les soutenir (les prises de participation directes des Etats dans le capital ne constitue pas une vraie nationalisation, une vraie transformation dans la logique de fonctionnement interne de ces banques, comme parfois on le prétend : c'est une situation, transitoire ou durable, peu importe, pour réinjecter des fonds propres et "moraliser" le comportement des dirigeants de ces banques. Aucune transformation majeure ne peut en résulter et strictement rien n'indique que le gouvernement anglais, qui a été le premier à agir de la sorte,

suivi maintenant par les Etats-Unis, envisage autre chose qu'une action de pur sauvetage de court terme.

Et, avant même que la crise bancaire ne soit colmatée, voici que les gouvernants ont fait cette grande découverte : *il s'agit d'une crise économique !!!*

Nous vivons le moment de cette grande découverte et nous sommes à la limite du gag.

Car de quelle crise économique s'agit-il ? Quelles sont ses causes ? Comment y faire face de manière efficace ? Sur ces questions : silence radio ! On constate, avec déjà un lourd retard, l'existence d'une crise économique, mais personne, parmi les grands dirigeants et experts, n'a fourni le début d'une explication pour la caractériser.

On sort alors du chapeau une solution miracle : **un plan de relance !**

Oui, mais relance de quoi ? Sur la base de quelle analyse on prouve qu'elle va apporter, ne serait-ce qu'un début de solution à la crise ? On ne fait que singer des recettes d'une autre époque, l'époque des relances de facture keynésienne. Il n'est même pas sûr d'ailleurs, tant le flou est grand, qu'il s'agisse d'une relance de ce que Keynes appelait la demande effective. Il est bien possible, ce qui serait le gag suprême, que l'on ne suive pas la politique préconisée par Keynes et que cette relance s'apparente à l'opération effectuée pour les grandes banques, ne soit pas autre chose qu'un secours de court terme apporté aux grandes firmes pour éviter leur mise en faillite !

Bref : une seconde rustine, mais tout aussi énormément couteuse.

Et chacun d'entre nous peut se poser la question : suite à ces rustines mises sur le système bancaire et, bientôt, sur la situation de grandes firmes mondialisées, qui va payer l'ampleur démesurée des sommes engagées ? On parle par exemple d'un plan de relance concerté au sein de l'Union Européenne de 130 milliards d'euros. Une bagatelle ! Où les Etats vont-ils trouvé l'argent ? Car, si on additionne plan de sauvetage des banques, et maintenant plan de relance économique, on arrive à des sommes tellement fabuleuses que les Etats eux-mêmes, déjà endettés, vont être pris dans la tourmente de la crise. L'Etat américain est déjà surendetté, la France le devient, l'Etat allemand, qui a toujours fait figure de bonne élève, a encore des ressources, mais pour combien de temps ?

Tout le monde sait ce que signifie le **surendettement** : une situation dans laquelle les rentrées d'argent sont largement mangées par le remboursement des dettes, à un point tel qu'il faut rechercher des nouveaux crédits... pour continuer à vivre, dans la pauvreté, en remboursant les dettes déjà contractées ! Les crédits anciens appellent des crédits nouveaux, créant un cercle vicieux infernal. Sauf que, dans le cas des grands Etats capitalistes, il n'existe pas de commission de surendettement capable d'alléger quelque peu le fardeau de la dette !

La vraie réponse, tout le monde la connaît : on va, sur ce type de mesure et au vu de l'ampleur des sommes d'argent mises en jeu, vers **une brutale hausse de la fiscalité** sur les particuliers, sur les "simples citoyens", aggravant plus

encore une des causes majeures de la crise. C'est une certitude. La seule inconnue concerne son ampleur.

En même temps, on engendre de nouveaux rapports de force à l'échelle mondiale. Car qui finance le déficit (les déficits en réalité, car, dans le cas de la France, au déficit et à la dette de l'Etat, s'ajoutent la détérioration des finances locales. Sans même parler du déficit de la balance commerciale) ? La réponse est simple : les grands banquiers du monde aujourd'hui sont la Chine, le Japon et les Etats pétroliers, auquel il est bien possible que se joigne... la Russie ! Ce sont eux qui sont en train de devenir les principales puissances financières de la planète. La sortie de crise, si sortie il y a, présentera un visage géopolitique nouveau, avec un monde anglo-saxon, qui a été dominant dans la dernière période, pendant les dernières décennies, devenant une puissance nettement affaibli, précipitant une évolution des rapports de force qu'on a vu venir de loin. Et un monde européen, au sein de l'Union Européenne, clivé.

D'un côté, on le voit clairement déjà, les nouveaux pays européens, en particulier ceux qui étaient liés à l'empire soviétique et ont rejoint ou souhaitent rejoindre l'Union Européenne, souffrent beaucoup, au point de déjà lancer des appels pressants au FMI. Si la crise dure, ce qui est plus que probable, dans quel état vont-ils sortir ? La Hongrie, par exemple, crie déjà au secours auprès du FMI, alors que la crise est loin d'avoir donné sa pleine mesure. L'Union Européenne peut éclater, du moins "en réel", même si on maintient les apparences. Il ne sera pas possible d'aider tous les pays. La Commission européenne n'en a pas les moyens.

D'un autre côté, les pays de l'Europe de l'Ouest, hors Grande Bretagne, peuvent mieux résister, compte tenu de ce qui perdure des institutions et des comportements socio-démocrates. C'est la seule affirmation que l'on puisse faire. Le cas de la France, comme depuis de nombreuses années, est intermédiaire. L'influence des politiques anglo-saxonnes y a été telle, sur le plan institutionnel et idéologique, que la France risque d'être nettement plus touchée que l'Allemagne par exemple et que, bien entendu, les pays nordiques.

Et si les banquiers du monde s'essoufflent, en particulier la Chine, car la crise commence à les atteindre, nous ne sommes pas à l'abri d'un effondrement de la valeur des monnaies, ce qui est, techniquement parlant, le stade le plus avancé de la crise : on peut passer d'une désinflation à une hyperinflation. Mais, bon, nous n'en sommes pas encore là !

Il faut néanmoins souligner ceci : quand on se trouve face à une crise d'une telle ampleur, déjà actuelle et potentielle, crise qui ressemble beaucoup plus à un effondrement ou à **un ébranlement** qu'à une crise au sens habituel, cyclique, du terme, il ne faut pas attendre qu'elle se résolve mécaniquement, spontanément. Aucune crise ou effondrement du capitalisme ne permet, par lui-même, d'en sortir. Quel que soit le prix à payer, le capitalisme sera toujours apte à survivre. On ne peut le dépasser que par une action et des mesures politiques radicales, non pas anticapitalistes, mais post-capitalistes, alternatives. Il n'existe aucune solution, aucune sortie qui soient de nature purement économique.

Je pense que le mot “effondrement” ou “ébranlement” sont nettement plus rigoureux que le mot “crise”, mais ils ont l’inconvénient de laisser entendre qu’il pourrait en résulter une “mort” du capitalisme, du simple fait de l’effondrement économique, idée parfaitement fautive bien sûr. Sur un plan strictement économique, le capitalisme est un mode de production très adaptatif et souple : il peut se redresser, même au prix de dégâts humains considérables et d’un très fort recul de la démocratie. Comme la crise est inédite, il me semble impossible, voire inutile de spéculer sur la forme que cela prendrait.

**Bref : les mesures engagées actuellement par les gouvernements et dirigeants des grandes institutions financières sont démentes, presque irrationnelles !** On peut les expliquer par leur souci de sauver les grands acteurs du système capitaliste. C’est le rôle de ces gouvernants. C’est la raison principale et elle est logique : c’est une logique de lutte de classes tout simplement. Mais on ne peut pas exclure l’hypothèse selon laquelle ces derniers sont totalement désorientés, voire en situation de désarroi. Ils ne comprennent plus rien à la crise qu’ils ont puissamment contribué à créer ! C’est sans doute pour cette raison qu’ils n’y comprennent rien ! Il est très difficile, voire impossible, à cette caste dirigeante de remettre en cause un quart de siècle d’orientations et de mesures gouvernementales qui ont conduit à la crise actuelle.

Crises des marchés financiers, crise du système bancaire, crise économique : quelle découverte à retardement, nos gouvernants et experts ont encore à faire ?

La crise sociale tout simplement ! Elle est déjà là. Il est certain qu’elle va s’amplifier. Quand les gouvernements vont-ils la “découvrir” ? Et est-ce que ces derniers pourront y faire face ? Constatons déjà, dans le déroulement des “découvertes” réalisées par ceux-ci, que la crise sociale vient au quatrième plan. *Ce sera la quatrième roue du carrosse !* Une crise sociale agrémentée d’une hausse certaine des impôts et prélèvement de toute nature, sans compter, bien entendu, les effets, sur les fonctionnaires et assimilés, des réductions des effectifs et du “train de vie” de l’Etat : le tableau est noir !

**Le “social” est la dernière roue du carrosse.** Cela va se faire sentir ! La crise sociale est et sera d’autant plus dure que rien n’a été fait pour l’amortir. Le cas de la France est emblématique : absolument toutes les mesures envisagées et déjà largement amorcées, dans le programme du candidat Sarkozy, sont **totalemtent périmées**, car reposant sur l’hypothèse d’une croissance forte et soutenue. Le principe *“travailler plus pour gagner plus”* n’a strictement plus aucun sens, et d’ailleurs le gouvernement se garde bien d’en reparler, car sa seule conséquence ne peut être que : davantage de chômeurs et un accroissement du déficit de l’Etat. C’est vrai pour la totalité des mesures Sarkozy. Conséquence : ce dernier navigue à vue et soigne l’apparence, pour ne pas avoir à parler du fond. Je ne le soupçonne pas de machiavélisme. Cela reste un habile politicien, apte à soigner son image et à se mettre en valeur personnellement, alors qu’il ne fait que suivre le train des mesures débiles qui ont été prises ces derniers temps. Je ne suis pas dans sa tête, mais je suis persuadé qu’il parle et agit dans le désarroi

intellectuel complet. Qu'il en vienne à recréer des pseudo-emplois aidés est un aveu de totale impuissance : il fait le contraire ce qu'il avait dit ! Mais peu importe : plus personne n'y prête attention ! Quant à l'opposition socialiste, n'en parlons même pas !

### **La crise, quelle crise ? La crise vue du côté du capital.**

Il faut bien se jeter à l'eau et tenter de caractériser les causes et la nature, inédites, de la crise que nous voyons se développer sous nos yeux.

Je voudrais défendre *les trois thèses suivantes* :

- cette crise (je garde le mot "crise" pour des raisons purement pratiques, étant entendu qu'il ne s'agit en rien d'une crise cyclique) a commencé à germer dès le début/milieu des années 80, il y a donc déjà plus de 20 ans, voire près d'un quart de siècle. Pour comprendre cette crise, il faut revenir et comprendre ce qu'a été le tournant de cette époque. En France, on peut le situer entre 1982 et 1984. En 1982, l'orientation de la politique économique change. Dans les années qui suivent s'opère le basculement. Les facteurs de cette crise se déploient donc et agissent depuis lors, c'est indiquer déjà la profondeur de la crise !

- la caractéristique centrale de cette crise, en tant que crise du capitalisme, dans sa logique propre et dans un nouvel environnement (mondialisation et financiarisation), réside dans **une disjonction structurelle entre travail salarié et capital à l'échelle mondiale**. Depuis Marx, nous savons qu'il n'existe pas de capital sans travail salarié, l'inverse étant vrai ! **Cette disjonction, accompagnée d'une déconnexion relative, mine le développement du capital dans la source même de sa production**. Rigoureusement parlant, sur un plan économique (de l'économique capitaliste), il faut se concentrer sur le travail salarié productif, sachant que le rapport capital-travail peut concerner tout type de production : production industrielle, agricole, de services, intellectuelle... C'est le rapport social qui importe et non pas la matérialité de la production<sup>1</sup>. Mais sur un plan social, le salariat forme un tout : font partie du salariat les travailleurs actifs, mais tout autant les chômeurs, les précaires, les retraités et, d'une certaine façon, les jeunes quand ils font des études les destinant à entrer dans le salariat. C'est pourquoi je parlerai, plus largement, d'une disjonction et déconnexion entre salariat (et pas seulement travail salarié) et capital.

- Enfin, si on ne s'enferme pas dans le seul point de vue du capital, cette crise signifie une déconnexion entre le développement et donc la valorisation du capital d'un côté, la fondation de nouvelles formes de vie humaine de l'autre. On rejoint crise écologique et crise du politique. Et on rejoint la question essentielle, devenu brusquement actuelle du **dépassement du salariat**. Mais je ne pourrai qu'être très rapide sur ce dernier point pour rester dans les limites quantitatives raisonnables de cet article<sup>2</sup>, point que j'aborderai dans le paragraphe suivant.

### *le tournant du milieu des années 80.*

Les années 70, il faut le rappeler, ont été caractérisées par une première crise, qui a duré plus de 10 ans. Les prémisses en apparaissent en 1969 – même si on a voulu ne retenir que l'année 1973, date de quadruplement des prix du pétrole. Elle se maintient jusqu'en 1982-83 (l'année 1981 représentant, en France, l'année la plus noire, celle où cette crise atteint son maximum). Et l'économie redémarre juste ensuite. Mais on va s'apercevoir qu'il s'agit d'une économie profondément changée.

La crise des années 70 est une crise cyclique très classique. Elle se paie malgré tout, il faut le rappeler :

- par des grands plans de fermeture d'usines et de restructuration industrielle,
- par une première forte montée du chômage (montée qui démarre en France en 1975),
- par un mouvement dit de "redéploiement industriel"
- et enfin par un très fort freinage des investissements privés, l'essentiel de la croissance de l'investissement à l'époque reposant sur les plans d'envergure lancés par les grandes entreprises nationales (GEN) et financé par l'Etat : SNCF, EDF-GDF, France Télécom. En termes techniques : l'engagement direct de l'Etat dans l'économie, par l'intermédiaire des GEN a joué un rôle contra-cyclique majeur : il a soutenu la croissance de l'époque. Mais on débouche début des années 80 sur un essoufflement de ces plans d'investissement et sur un premier déficit de l'Etat.

On peut dire, pour faire image, que, mis à part les GEN, **tout a vieilli pendant 10 ans** : les équipements, les méthodes de production et les hommes et femmes au travail.

Que se passe-t-il au moment de la sortie de cette crise cyclique ?

*Tout va changer rapidement :*

- mondialisation (et non plus seulement internationalisation : les firmes raisonnent directement espace mondial),
- financiarisation,
- repartage très brutal de la valeur ajoutée entre profits et rémunération salariale, la part de celle-ci baissant très fortement, selon une vitesse inédite jusqu'à la fin des années 80 pour continuer à baisser, mais à un rythme moins rapide, ensuite,
- montée endémique et permanente des déficits publics et donc de la dette (les Etats-Unis montrant l'exemple et ouvrant la voie),
- destruction partielle des systèmes de protection sociale, là où ils existaient,
- apparition de nouveaux acteurs : les fonds dit d'investissement, qui, en réalité, sont des fonds de placement : fonds de pension américain, fonds d'investissement proprement dit et les fonds les plus spéculatifs,

les hedge funds. Ces nouveaux acteurs vont modifier en profondeur les règles du jeu. Ils vont être, plus tardivement, rejoints par ce qu'on appelle les "fonds souverains", fonds dépendant d'Etats ou fortement liés à eux : Chine et pays pétroliers pour l'essentiel, qui sont donc devenus, avec le Japon, les plus gros créanciers de la planète.

- Enfin, à partir du milieu des années 80, apparition d'un phénomène nouveau par son ampleur : le précaire, le développement du recours au travail précaire (en France, c'est en 1985 que les CDD et formes équivalentes sont légalisés, dans la suite directe de la création des emplois jeunes).

On pourrait allonger la liste.

Il faut surtout retenir cette idée : en très peu de temps, le paysage économique et social change profondément. Nous entrons réellement **dans une nouvelle période de l'histoire du capitalisme.**

Mais il me semble important de caractériser cette nouvelle période d'un point de vue politique, car cela a une importance cruciale, y compris pour comprendre la crise actuelle.

Dans cette nouvelle période, **le capital passe à l'offensive** et il ne va pas cesser de la conserver. Il va garder la main en permanence. Cette offensive se marque bien entendu dans l'élargissement de son espace, ce que la mondialisation et la mutation des pays dits "socialistes" permettent. Elle se marque aussi en intensité : sur tous les fronts, le capital marque des points et place le travail en situation de recul, de repli. Bref : au moment où le terme de lutte de classes cesse presque complètement d'être employé, **le capital la mène, avec force et constance.** Le capital n'est pas une abstraction : c'est la composition entre les firmes mondialisées et leur sillage de sous-traitants, les banques et les nouveaux acteurs du capital de placement.

Tous les partis politiques institutionnels, qui auront accès à des responsabilités gouvernementales, vont, sans exception, participer à cette offensive du capital :

- en lui donnant les moyens légaux pour la mener (la panoplie de lois favorables aux patrons est impressionnante !),
- en la soutenant financièrement, par des aides à l'emploi (ce qui est d'un parfait cynisme)
- et se retirant de nouveaux territoires (les entreprises publiques, les services publics, et maintenant les systèmes de redistribution sociale qui sont pris d'assaut par les grandes compagnies d'assurance) pour laisser place libre à cette offensive.
- et prenant en charge, au moins en partie, les coûts sociaux de cette offensive, en particulier la montée du chômage, de la précarité et de la pauvreté.

On pourrait m'opposer qu'il y a eu, pendant cette période et malgré un affaiblissement généralisé des organisations syndicales dans tous les grands pays

capitalistes, des mouvements sociaux d'une certaine envergure. Mais il faut être lucide : outre que ces luttes ont toujours eu pour objectif de limiter ou de bloquer une offensive du capital, et ont donc été défensives, elles n'ont pas fait le poids. Et nous sommes, en ce moment, de plein pied dans cette période.

Si je prends l'aspect législatif, en me concentrant sur la France (qui n'est pas le pays le pire sur ce plan), on peut constater que depuis le tournant du début des années 80, **absolument toutes les lois et tous les décrets ont été favorables au capital ! C'est même sidérant !** On n'a jamais vu un tel déséquilibre. Je ne veux pas minimiser la différence entre gouvernement de gauche et de droite, mais sur l'essentiel, l'orientation a été et reste identique.

La seule loi qu'on pourrait opposer à cette analyse concerne celle sur les 35 heures. Mais, pour avoir participé aux discussions qui ont précédé les deux lois sur ce sujet et fait partie d'un groupe de travail, mis en place par Martine Aubry, il y avait des points de faiblesse évident dans cette loi, dont un point majeur : une complète polarisation sur l'effet "emploi" et l'oubli d'un élément essentiel : le contenu et l'intensité du travail. Cet oubli est volontaire : la ministre du travail n'a pas voulu que cet aspect soit traité par la loi. Elle a fait ce choix en connaissance de cause, pour éviter tout affrontement avec le patronat. Le résultat est connu : une hausse de l'intensité du travail et un effet "emploi" nettement moindre que ce qu'il aurait pu être. Ceci apparaît clairement dans les statistiques concernant les conditions de travail et la productivité apparente du travail.

C'est pourquoi je ne considère pas cette loi comme un contre-exemple, même si, incontestablement, une partie des salariés (mais une partie seulement, statistiquement inconnue, car ignore le nombre d'entreprises qui n'ont tout simplement pas appliqué la loi!) ont gagné en heures ou jours de congé. C'est vraiment un faible gain, comparé au reste !

**On ne comprendrait rien à la gravité de la crise actuelle si on oubliait cette offensive politique permanente du capital**, qui dure depuis bientôt un quart de siècle, avec le soutien que les gouvernements successifs, de droite ou de gauche, lui ont apporté et dans tous les grands pays capitalistes.

### **la disjonction et la déconnexion entre le capital et le salariat, facteur clef de la crise.**

J'en viens au facteur de crise essentiel.

Il s'est produit, depuis le tournant du début des années 80 jusqu'à aujourd'hui un double phénomène :

- une véritable **flambée du capital** (et du capitalisme) à une vitesse et selon une ampleur inconnues dans toutes les périodes antérieures. Elle a reposé sur trois sources, mais qui se rejoignent :
  - la flambée des profits des grandes firmes mondialisées face à la rémunération salariale;
  - une flambée du crédit, face à une montée de l'endettement, tant des Etats que des particuliers (particulièrement forte dans le cas des Etats-

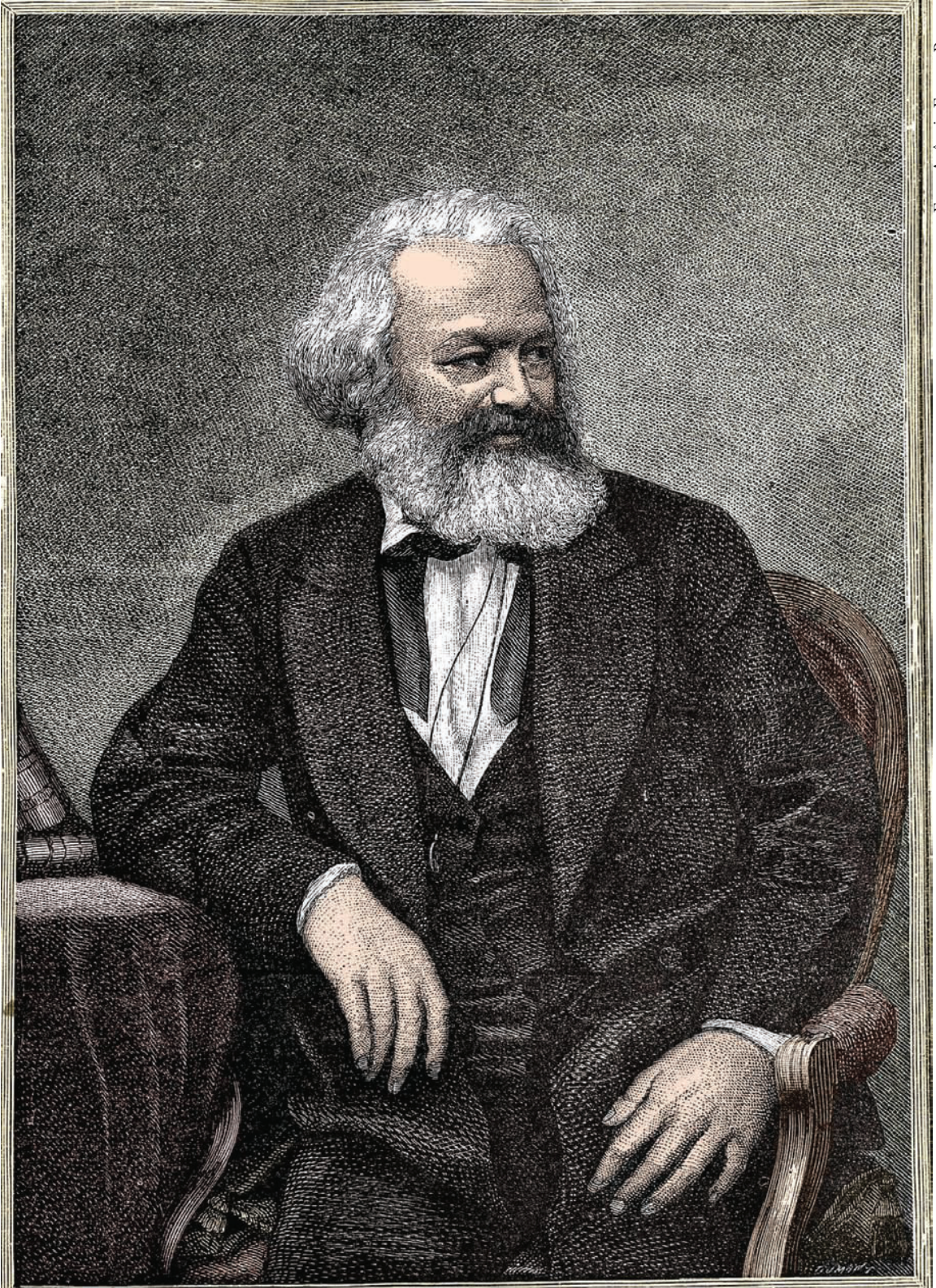


Unis),

- et bien entendu une flambée d'une ampleur exceptionnelle du capital de placement. C'est un sein du capital de placement que ces trois flambées se sont rejointes. N'oublions pas qu'il ne s'agit pas d'un phénomène conjoncturel (du type "bulle spéculative"), mais d'un phénomène structurel, qui s'est développé pendant presque un quart de siècle, grâce à la lutte de classe menée par le capital et au soutien, accompagné d'une permissivité politique, des principaux gouvernements capitalistes du monde,
- à l'inverse, **un appauvrissement tendanciel du salariat et un rétrécissement de sa base active**, au sens d'ayant un emploi salarié. Il faut bien entendu distinguer selon les grandes régions du monde. Mais si je me limite aux pays occidentaux développés, au sein desquels le salariat était à priori le mieux organisé et, de loin, le mieux rémunéré, ce double phénomène a démarré fortement dans le cours des années 80, pour déboucher d'ailleurs sur une première crise économique, de courte durée, en 1991, puis s'est ralenti, mais avec **un basculement d'un appauvrissement relatif à un appauvrissement absolu**, sur fond de chômage et de précarité durables (forme prise par le rétrécissement tendanciel). Par ailleurs il ne faut pas se limiter aux seuls salariés actifs. Le salariat forme un tout. Or précisément, du point de vue du capital, les salariés inactifs (chômeurs, retraités, temps non travaillé des précaires et même jeunesse prolongeant nettement sa durée d'étude) sont un poids, un simple coût, un boulet, alors que, sociologiquement parlant, et au sein du rapport global capital – travail, **le salariat forme réellement un tout**, avec une barrière poreuse entre les diverses situations (l'actif qui devient chômeur, le chômeur qui retrouve un emploi, souvent moins bien rémunéré qu'avant, etc.) et, heureusement, une solidarité familiale qui incarne **cette unité sociologique du salariat** (c'est lorsqu'elle fait défaut que les situations des personnes deviennent les plus graves).

### *Pourquoi cette disjonction fait crise ?*

On pourrait évoquer une banale crise de suraccumulation de capital et de surproduction, caractéristique des crises classiques. Mais la situation est bien plus grave que ça et plus structurelle. Dans les pays les plus développés, il n'y a pas eu d'insuffisance significative de la consommation ni de signes de surproduction, sauf dans la dernière période, lorsque la crise a éclaté au grand jour. D'une part, le salariat a défendu son pouvoir d'achat, grâce en partie à l'endettement et, là où ils continuent d'exister, grâce aux mécanismes de redistribution sociale, aux services quasi-gratuits nés de la période où le système de protection sociale a été mis en place, complété, conjointement à l'affaiblissement très notable de ce système, par des aides spécifiques aux plus pauvres (RMI par exemple, RSA, droit à l'accès aux soins pour tous, etc.). D'autre part, et surtout, la partie dominante du capital n'a



*Karl Marx (1818-1883).*

plus été investie productivement, se prévenant, en quelque sorte, du risque massif de surproduction, tout en édictant une règle de valorisation du capital (de taux de profit) beaucoup plus élevée que dans les autres périodes du capitalisme.

Autrement dit, la vraie profondeur de la crise (ou de la tendance à un effondrement), installée déjà au milieu des années 80, réside dans une disjonction majeure dans l'évolution respective du capital et du travail, et surtout dans un rétrécissement de la base du travail productif comparée à l'ampleur du capital au vu de la flambée de ce dernier et des niveaux de taux profit demandés par l'acteur dominant, les fonds de placement<sup>4</sup>, qui se sont imposés comme nouveaux standards sur toute la planète.

Pour dire les choses autrement, la flambée du capital, dominée par sa fraction spéculative, a été disjointe et, en termes relatifs<sup>5</sup>, déconnectée, de sa seule source de valorisation : le travail salarié. La question des débouchés, dans le domaine de la consommation, est devenue actuellement réelle, mais est clairement secondaire et récente.

Je voudrais m'arrêter sur un aspect technique, indispensable pour comprendre ce phénomène.

Il s'est installé, toujours au milieu des années 80, **une porosité et une fluidité complète entre toutes les fonctions de la monnaie.**

Pour schématiser, la monnaie exerce 5 fonctions majeures : moyen d'échange (y compris d'achat de la force de travail en tant que marchandise, incarné par le salaire), moyen de financement, moyen de crédit, moyen de thésaurisation et moyen de placement. Ces fonctions peuvent être séparées institutionnellement et renvoyée à des systèmes d'acteurs différents.

Or dans le monde de l'après-guerre mondiale, plus aucune barrière n'a été installée entre moyen d'échange et donc de paiement, moyen de crédit et moyen de financement. Prenons l'exemple banal du salaire. Dans l'immense majorité des cas (je me limite toujours aux pays capitalistes développés), le salaire est régulièrement versé sur un compte bancaire. Mais aussitôt, et par ce simple fait, le salaire se transforme... en capital ! Il entre dans le capital de crédit de la banque qui va essayer de faire fructifier ce capital grâce aux taux d'intérêts des crédits. Le salaire prend un double visage : pour le salarié, il reste un salaire, donc un moyen d'échange et d'existence; pour le banquier, il devient un capital ! La thésaurisation continue d'exister, symbolisée par le fameux "bas de laine", mais elle va elle-même se modifier et être largement aspirée, par le capital de placement (encore que la pratique du bas de laine, pratique de précaution et de sécurité, mais qui n'a de portée que si l'inflation reste presque nulle, reste non négligeable en France ! On l'a vu au moment de l'arrivée de l'euro !). Tout ceci a fini d'être généralisé après 1945 (même si, bien entendu, ce système existait avant).

Mais le fait nouveau, c'est qu'institutionnellement, à partir de textes de loi (en 1985 en France, mesure prise par Bérégozovoy), la séparation entre la monnaie, quelle que soit sa fonction de départ, et sa fonction de moyen de placement a été abolie. **S'est mise en place une transformativité et une fluidité complète**

**entre toutes les fonctions de la monnaie.** Non seulement, l'argent peut être à tout moment transformé en capital (donc en une somme d'argent cherchant à s'élargir et à se rémunérer par un profit), mais tous les capitaux-argent peuvent se transformer en capital de placement et l'attraction de ce dernier est devenue considérable puisque c'est dans la sphère du capital de placement (qu'on appelle, de manière non rigoureuse, le capital financier, sur les marchés dits financiers) que les taux de profit sont les plus élevés, pendant longtemps tirés par la montée de la valeur des actions.

Reprenons le cas banal, mais massif, du versement d'un salaire sur un compte bancaire. Que fait la banque ?

D'une part, elle incite le salarié à placer une partie de l'épargne qu'il parvient progressivement à constituer dans des portefeuilles d'action qui étaient (ce n'est plus le cas !!!) attachés à des niveaux de rémunération très attractifs. Le salaire épargné se transforme alors... en capital de placement, non pas bien entendu sous le contrôle du salarié, mais sous le contrôle de la banque, qui a créé un département financier et possède un accès direct aux "salles de marché". C'est l'épargne qui accède à une double face : pour le salarié, une protection et si possible un accroissement de son revenu. Et pour le banquier, un profit financier (pris, non pas cette fois-ci sur un taux d'intérêt, mais sur le différentiel de rendement entre ce que va toucher le salarié, devenu petit "boursicoteur", et ce que va gagner la banque sur les marchés financiers). Nous sommes ici sur des masses d'argent considérables.

**Cette fluidité complète entre les différentes fonctions et aspects de la monnaie,** avec le double processus :

- de transformation d'un moyen d'échange en capital,
- et de possibilité généralisée de faire converger une partie des capitaux vers le capital de placement (le capital dit financier), une autre partie restant nécessaire pour financer les investissements réels des entreprises, grâce au crédit, sachant que, toujours depuis le tournant des années 80, l'investissement productif est resté à des niveaux très moyens, voire faibles, sans commune mesure avec la flambée du capital disponible, et ceci grâce cette possibilité de tout transformer en capital de placement,

**est essentiel à comprendre.** Il affecte aussi directement les grandes firmes mondialisées, qui, sans passer par les banques (technique connue sous l'appellation de désintermédiation), ont créé leur propre département financier et donc accèdent directement aux marchés financiers et y oriente une partie substantielle de leur profit.

C'est pourquoi je parle de déconnexion entre capital et travail salarié.

Je me limite ici au mécanisme central.

Je pourrais, je devrais évoquer en parallèle l'énorme marché spéculatif qui s'est monté autour de l'extraction des matières premières et du marché de l'énergie (les profits des compagnies pétrolières figurent parmi les plus élevés du monde). Et bien d'autres phénomènes qui vont tous dans le même sens.

J'en viens donc à la caractérisation centrale de la crise : nous avons abouti, au seuil du déclenchement de l'actuelle crise, mais suite à près d'un quart de siècle d'évolution et d'une manière structurellement inscrite dans les caractéristiques de cette nouvelle période du capitalisme, **à une masse de capital disponible, demandant, comme tout capital, à être valorisé, qui est plus est : réglé sur des normes de taux de profit élevées, considérable, sans commune mesure avec ce qui reste sa seule source réelle de valorisation : le travail salarié.** On devrait y ajouter tous les profits nés de la spéculation sur les prix des matières premières et de l'énergie, profits qui s'assimilent à une rente et aboutissent à un fonctionnement très semblable à celui des marchés financiers. Ces profits peuvent être considérables pendant une certaine période – ce qui fait d'ailleurs des pays pétroliers, parmi les plus gros créanciers du monde, et des compagnies pétrolières, les plus riches du monde, - mais peuvent voir leur renouvellement s'affaiblir brusquement, dès qu'une crise économique devient ouverte. C'est ce qui se passe en ce moment avec l'effondrement du prix du pétrole.

Il s'est produit une disjonction énorme entre la croissance rapide, constante et considérable du capital, tiré par un capital de placement d'essence spéculative d'un côté, l'appauvrissement, relatif dans un premier temps, absolu de l'autre, du salariat (comprenant toutes les composantes réelles du salariat : retraités, chômeurs, précaires, et, d'une certaine façon, les jeunes encore aux études), accompagné d'un rétrécissement de la base du travail salarié.

Si la crise, en tant que crise, a été et est aussi brutale et violente, c'est parce que cette situation crée une tendance immanente à une forte dévalorisation et destruction de capital. Et parce qu'apparaissent en même temps les effets profondément dépressifs, nés de l'appauvrissement, désormais absolu, de la majorité de la population. Et si cette crise, fondamentalement économique, c'est-à-dire ressortant du fonctionnement même de l'économie capitaliste, avec toutes les caractéristiques de la nouvelle période, a démarré sur les marchés financiers, c'est parce que c'est vers eux que, depuis des années, convergent toutes les formes de capital, **la monnaie comme moyen de placement, et donc de spéculation, attirant toutes les autres formes d'usage de la monnaie.**

Il faut penser ceci : les institutions bancaires, les départements financiers de grandes firmes, les marchés financiers en eux-mêmes, ont drainée, pendant des dizaines d'années et à l'échelle mondiale, des sommes considérables, chaque jour, à chaque instant. Ils ont fonctionné comme une sorte de **vaste machine à pomper les revenus et l'épargne à l'échelle de la planète !**

Quand on dit que, depuis que la crise a éclaté, plus de mille milliards de dollars sont partis en fumée, uniquement sur les marchés financiers (et cela se poursuit), il faut prendre cette information au sérieux. Elle est sans doute en deçà de la réalité. La destruction de capital est à la hauteur de sa masse.

## **Le cas des pays émergents.**

On pourrait objecter que l'expression "rétrécissement du travail salarié" est fautive, compte tenu du réel développement du salariat dans les pays du Tiers Monde.

D'abord, on peut sérieusement penser que, sans ce phénomène, la crise aurait éclaté plus tôt. Déjà les bulles spéculatives et la crise du début des années 90, étaient des signes annonciateurs.

Ensuite, il faut prendre ce phénomène dans toute sa complexité.

Partons des délocalisations : on bénéficie de nombreux rapports d'étude sur ce phénomène qui a été très médiatisé. Et toutes minimisent son ampleur réelle : ces délocalisations se produisent au sein d'un nombre limité de branches de l'économie (avec ces deux pôles emblématique que sont le textile et l'habillement dans les pays asiatiques, et les services informatiques en Inde). Ensuite les statistiques sont formelles : la nette majorité des échanges commerciaux, des rachats d'entreprise et des implantations à l'étranger se font toujours entre pays développés (en y incluant désormais les pays émergents), et ceci, bien entendu, dans les branches les plus stratégiques et dynamiques. En mettant le coup de projecteurs sur les délocalisations dans le Tiers Monde, les médias donnent une image fautive et souvent chauvine de la réalité.

Par ailleurs, ces délocalisations, soit comme réalité, soit comme menace, ont contribué et contribuent toujours à alimenter l'autre phénomène : l'appauvrissement, tirant vers le bas la situation des travailleurs dans les pays capitalistes centraux.

Mais surtout, le vrai phénomène, de loin le plus important, est celui de l'arrivée sur la scène mondiale des pays émergents.

**Les pays émergents, parmi lesquels on compte avant tout la Chine, l'Inde, le Brésil, la Corée du Sud et un ensemble de petits pays asiatiques sont incontestablement ceux dont la croissance économique a été la plus forte ces dix dernières années.** D'une certaine façon, si on met à part le cas de la Chine, ils prennent leur revanche. Après avoir subi une grave crise financière en Asie (dont ils ont su tirer les leçons en se rendant plus indépendants du capital financier anglo-saxon), après avoir été, pour les plus endettés d'entre eux, les victimes d'oukases de la part du FMI pour adopter des mesures d'assainissement draconiennes, qui ont fait très mal à la situation des populations et n'ont eu pour seul véritable effet que de faire de ces pays des zones d'atterrissage des firmes et banques mondialisées, ces pays ont renversé le rapport de force. Ils sont devenus créanciers des Etats-Unis et exportateurs nets, non seulement de marchandises, mais maintenant de capitaux. Ils sont devenus de redoutables compétiteurs dans presque tous les domaines, bien au-delà des secteurs "délocalisés" pour le bas coût de leur main d'œuvre.

La Chine est un cas à part, à cause de son régime politique, mais c'est en même temps le plus emblématique de la force acquise par les pays émergents. C'est même un cas unique au monde: le produit intérieur brut de la Chine connaît une

progression annuelle moyenne de 8 à 10 % depuis plus de 20 ans. C'est du jamais vu ! Il n'existe, probablement, aucun précédent historique !

### *Quelle relation avec la crise ?*

D'abord, c'est en les prenant en considération que l'on peut comprendre **pourquoi l'éclatement de la crise a été retardé**. Ils représentaient, de loin, le pôle de plus fort dynamisme au sein du capitalisme mondial, sans oublier bien entendu qu'ils étaient en même temps des lieux d'accueil pour les firmes occidentales mondialisées (mais avec un rôle de surveillance des Etats de ces pays et un désir affirmé de bénéficier de transferts de technologie et de développer leur propres firmes mondialisées). Retardement de l'éclatement de la crise donc.

Ensuite, lorsqu'on parle de ces pays, en particulier les plus vastes d'entre eux, on ne doit jamais oublier que le mot "pays" est trompeur. **Ce sont avant tout les mégalopoles de ces pays qui ont connu une croissance très rapide**. Or ces mégalopoles ne couvrent qu'une très petite partie du territoire et l'envers du décor, c'est une montée vertigineuse des inégalités sociales et une marginalisation des populations paysannes ou suburbaines qui souvent sont passés de la pauvreté à la misère. L'extension d'un salariat intégré dans le capitalisme mondial est donc toute relative. Cela ne concerne qu'une partie nettement minoritaire de la population de ces pays.

Enfin, on le sait, à la faveur d'une croissance très rapide et anarchique dans ces mégalopoles ou dans les grandes zones d'agriculture d'exportation (ou destinées à l'agro-carburant selon le sinistre exemple du Brésil), **toutes les tares du modèle de développement capitaliste se sont développées, sur un mode quasi-caricatural**. Ce sont des désastres écologiques, culturels et sociaux (mis à part la Corée qui est, sur ce point, un pays très particulier, avec un niveau d'éducation qui est l'un des plus élevés du monde).

Considérés sous ces différents aspects, les pays émergents ne sont en aucun cas une solution à la crise. Au contraire, la rapidité du développement de leur pouvoir capitaliste (économique et financier) a mis sous tension tout le capitalisme mondial, en faisant surgir de sérieux concurrents dans le partage des capitaux et des marchés, avec, dans le cas de la Chine, une force de frappe financière inédite. Après avoir retardé le déclenchement de la crise, ils ont fini par l'exacerber et tombent eux-mêmes en crise actuellement.

C'est pourquoi, relativement à la masse des capitaux – que ces pays émergents ont accru à toute vitesse – il est rigoureux de dire qu'il y a bel et bien eu un rétrécissement du travail salarié et de la consommation solvable à l'échelle mondiale et que la bataille pour "avoir une place au soleil" n'a jamais été aussi intense.

### **la crise vue du point de vue d'une alternative au capitalisme.**

Je l'ai indiqué : nous vivons depuis près d'un quart de siècle sous l'emprise d'une offensive permanente et forte (politique, idéologique,

économique, etc.) du capital et les forces représentatives du salariat sont clairement sur la défensive. La crise actuelle ouvre une brèche inédite : soudain la politique du capital apparaît, non seulement comme n'étant plus à la hauteur, mais comme étant à l'origine de cette crise. **Une sérieuse brèche est ouverte dans son armure.**

Cela ne veut pas dire que les partis politiques institutionnels de gauche vont se précipiter pour l'exploiter ! Au contraire : en France, le Parti Socialiste a donné le spectacle affligeant d'un parti, davantage préoccupé par ses querelles internes que par l'avenir de la population mondiale ! Pas un mot, pas un semblant d'analyse sérieuse et aucune alternative, sinon de vieilles recettes, plus ou moins matinales de relance keynésienne, n'ont été évoqués. Là aussi, c'est sidérant ! Il est vrai que le Parti Socialiste a été tellement mouillé, volontairement ou pas, à l'offensive menée depuis un quart de siècle (laissons 1981 de côté, partons de 1982 : cela fait 2008 – 1982, c'est-à-dire 24 ans d'offensive ouverte !) par le capital qu'il lui est presque intellectuellement et moralement impossible de comprendre une crise, de la survenue de laquelle il a activement participé !

Ou, s'il l'a compris, de reconnaître son rôle !

Mais laissons là cette gauche.

Face à l'analyse de la crise – de l'ébranlement fort, à défaut de parler d'effondrement – du capitalisme, il y a *deux postures possibles*.

*La première est*, si l'on peut dire, **de reprendre le drapeau de la défense du salariat, de profiter de la brèche pour redresser la barre**. C'est loin d'être absurde et même en partie nécessaire. Il y aurait beaucoup à dire et à faire, sur le niveau des salaires, la reconstruction d'un système de protection sociale, la lutte contre le chômage, la renationalisation des banques, la pleine utilisation, contra-cyclique, des entreprises publiques (quitte à inverser les processus absurdes de privatisation), etc.

Mais cette posture nous enferme dans le rapport capital-travail et crée l'illusion de pouvoir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Cette posture est nécessaire, mais uniquement à court terme et placée dans une toute autre perspective.

*La seconde est* de se placer en-dehors et au-delà du rapport capital-travail salarié, dans une perspective de **dépassement du salariat** (qui est la seule posture révolutionnaire, au sens rigoureux de ce terme).

La question est alors : est-ce que dans l'ébranlement actuel, d'une manière concrète et non utopique, apparaissent les facteurs et les germes de ce dépassement ?

Je pense que oui.

Si l'on admet que la cause centrale de cet ébranlement réside dans la flambée du capital au plan mondial et dans l'appauvrissement des populations et la marginalisation économique de la majorité d'entre elle, on voit aussitôt apparaître deux pistes.



### *la suppression tendancielle du salariat.*

Pas de capital sans travail salarié : c'est là un apport simple, mais essentiel de Marx.

Supprimons, en tendance, le caractère salarié du travail et on affaiblit sérieusement le pouvoir du capital. Puisque le capital, sous forme argent, part en fumée, avec une énorme destruction de richesses monétaires, il est légitime de l'attaquer... à sa source.

Est-ce irréaliste ? Non.

Considérons trois aspects de cette question :

- le premier est qu'un citoyen (et non plus un simple salarié) aura spontanément tendance à s'investir dans son activité professionnelle, dès lors qu'il voit qu'elle engendre des services utiles à la communauté des autres citoyens (les individus associés dont parlait Marx) et qu'il se trouve partie prenante de la définition de ces services. Le tableau sinistre de la crise actuelle le rend légitime à soulever le fardeau de l'oppression salariale et à s'engager dans son activité concrète, mais en la considérant de manière nouvelle, en orientant de manière nouvelle les finalités et moyens de son activité professionnelle. Toutes les enquêtes sérieuses en entreprises montrent que, depuis plusieurs années, **la question du "service" émerge**, y compris dans les entreprises privées. Le contraste saisissant, entre un capital qui, après avoir flambé, part en fumée (et ce capital en fumée, c'est du travail, réel ou potentiel, qui est détruit) et l'énorme champ des possibilités et besoins de produire du service, de rendre service, c'est-à-dire de concourir, à partir de son professionnalisme propre et de son droit à la parole sur les objectifs de ses actions, à une transformation positive des modes de vie, incite à être audacieux sur ce point. Il est à maturité. Puisque la question de la privatisation de La Poste se pose, c'est bien entendu une formidable occasion d'en faire un emblème ! D'une certaine manière, la question des services publics, non pas de leur défense (car le service public avait et a toujours une définition étatique, absolument pas autogestionnaire), mais de **leur réinvention**, déborde des entreprises publiques. Elle concerne n'importe quelle entreprise, publique ou privée. Elle renvoie, je vais y revenir, à l'invention personnelle et collective de nouveaux modes de vie.

- La question, tout à fait concrète et réelle, de l'appauvrissement, pousse bien entendu les personnes à se serrer la ceinture et, éventuellement, à se mobiliser pour redresser leur pouvoir d'achat. Mais la solution plus profonde à l'appauvrissement ne réside pas dans son symétrique inverse : l'enrichissement. Beaucoup de personnes actuellement s'appauvrissent par plusieurs côtés à la fois : par la baisse de leur salaire réel, par la chute du cours des actions qu'elles ont achetées, par le crédit à rembourser, par la baisse de la gratuité de services de base, et bientôt par une hausse certaine de la fiscalité. Elles ne demandent pas à s'enrichir. **Elles demandent à bien vivre, à vivre bien.** Contester le salariat, le statut de salarié, c'est sortir du cercle dans lequel la personne est lancée dans une course poursuite sans fin pour vendre sa force de travail selon une rémunération

plus élevée ou du moins décente. Mais ce n'est pas, pour chacun d'entre nous, un but. Arrêtons la course et posons frontalement la question, personnellement et collectivement : qu'est-ce que bien vivre ? Et bien vivre ensemble ? On pourrait presque dire : **qu'est-ce que vivre, goûter à la vie ?** Revenir à la vie, plutôt que se perdre dans l'atmosphère enfumé et abstrait des salles de marché ! Le désir de vivre, de vivre bien, de vivre pleinement n'est pas une utopie pour demain. **C'est une aspiration évidente, et elle l'est d'autant plus que s'installe le "mal-vivre"**. Elle est omniprésente dans la jeunesse. Redescendre de l'abstraction du capital vers le désir de vivre, concrètement, maintenant. Ici, ce n'est pas une question de citoyenneté. C'est une autre question : celle du retour à la corporéité et à la finitude de tout être humain, à son goût, à ses désirs, de manière civilisée, c'est-à-dire dans le cadre du vivre ensemble et du respect d'autrui.

Enfin nous pouvons considérer un troisième aspect de la sortie tendancielle du salariat: la question de l'émancipation. Par définition, le statut de salarié indique une subordination à l'employeur. Mais ce que nous voyons, au grand jour, c'est une subordination, non pas un employeur, mais à un système, tellement obscur que plus personne ne sait réellement qui est son véritable patron ! Eh bien, prenons cette réalité au mot : si l'on se sait plus qui est patron, c'est qu'il est inutile, un lointain rentier et parasite empêtré dans une crise financière qu'il ne comprend et ne maîtrise plus. Devenir libre est une chose simple : **développer et exercer son pouvoir d'action, son initiative, avec intelligence, discernement, connaissances, culture, générosité**. Ce pouvoir n'est pas une abstraction : il existe et ne demande qu'à se développer. Mais ce n'est plus, ni simplement une affaire de cité, ni une affaire de bien vivre, c'est une affaire de champ d'action qui puisse faire synthèse. Et où se situe ce champ d'action ? Dans le mode et le style de vie que nous sommes capables d'inventer, car nous en avons les ressources, le pouvoir, le goût, la nécessité. **Inventer de nouveaux modes de vie**, voici peut être le point culminant de la sortie du salariat et de l'exercice de la démocratie.

On ne saurait oublier que la question de la sortie du salariat est déjà présente dans une série de situations où les personnes agissent, sans être pour autant dans une relation salariale. Un poète agit, un peintre agit, le membre bénévole d'une association agit, un militant agit. Il existe déjà une profusion d'actions et de créations qui se situent "hors salariat". C'est d'ailleurs ce qui a fait le formidable intérêt de la lutte des intermittents du spectacle : définir un statut, qui donne la sécurité et les rentrées "normales" d'argent, donc des moments de salarisation, mais couvre en même temps des périodes de ressourcement personnel, artistique ou technique, financées par l'assurance chômage. Idem pour la lutte des chercheurs. Qu'est-ce qu'un chercheur, sinon un travailleur intermittent, qui prend en large part sur son temps "libre" ?

### *La question écologique, comme question présente dans la crise.*

En soi, il serait faux de dire que la question écologique a été l'un des moteurs de la crise actuelle. Et c'est depuis que cette crise est devenue ouverte et

grave que la question écologique a été mise entre parenthèse par les gouvernants, experts, gens des médias, etc.

### **On retrouve, à profusion, une ode à la croissance.**

Cette ode, il faut être lucide, n'est pas fausse. L'économie capitaliste a besoin de croissance et, si l'on peut dire, le "social salarié" (et donc capitaliste) a lui aussi besoin de croissance. General Motors qui fait faillite, c'est un nombre considérable de salariés qui se retrouvent au chômage. D'ailleurs, quand on essaie d'additionner tous les milliers de suppressions d'emploi qui ont déjà été réalisées ou annoncés aux Etats-Unis, cela donne le vertige ! Le "social" qui dépend du "salarial" et la "croissance économique", n'est pas une abstraction.

On peut dire que nous sommes, en tant qu'écologistes, au pied du mur. Non plus dans des discours ou des actions locales, mais face à des actions de vaste ampleur.

Le cas d'actualité de l'automobile est particulièrement intéressant. Car qu'avons-nous vu surgir, y compris dans des milieux des administrations d'Etat. Un raisonnement presque de bon sens : si l'Etat (et donc les contribuables) doit engager des sommes considérables pour sauver les grands constructeurs automobiles, autant **conditionner ces aides** à la production (enfin !) de véhicules écologiquement propres. On objecte aussitôt que cela prendra du temps, car cela passe par une activation des travaux de recherche. Certes, ce n'est vraiment pas trop tôt ! Mais le temps est précisément une dimension de la vie humaine qu'il faut apprendre à raisonner. Ce que l'écologie nous a appris, c'est qu'il y a des décisions urgentes à prendre maintenant, même si leurs effets ne trouveront leur plénitude (c'est vrai en négatif, mais cela l'est aussi en positif) qu'à moyen terme. Et puis, il faut laisser place à l'imagination ! J'ai gardé un souvenir fort d'une visite aux chantiers navals, occupés et autogérés pendant la révolution des œillets à Lisbonne : ils fabriquaient des chaises pour équiper et moderniser les salles de classe dans les municipalités des environs de Lisbonne !

### **A propos des marchés financiers et de la financiarisation.**

S'il y a un domaine qui est assez facile à traiter, dès lors que tous les gouvernements acculés à la même crise, agissent ensemble, c'est celui là.

Quelques mesures de bon sens :

- la fermeture des bourses, en maintenant par contre un marché obligataire, qui n'est pas autre chose qu'un marché d'octroi de crédits, marché qui reste indispensable, à condition, lui, de le réguler de près. Par contre les bourses sont des organismes complètement parasites. Chercher à les réguler est une pure illusion : demandez donc à un spéculateur professionnel de ne plus spéculer ! Tout le monde sait que ce sont les entreprises non cotées en bourse qui sont les plus solides.
- La fermeture de tous les départements "financiers" des grandes firmes et des banques, ce qui est évident, le mot "financier", je l'ai indiqué, n'étant

pas rigoureux, puisque ce sont en réalité des départements de gestion des capitaux de placement, qui viennent amputer les véritables capacités d'investissement,

- la vraie nationalisation des banques. Là aussi, c'est une évidence, pour retrouver une politique du crédit et couper tout lien, toute transformation possible entre moyen de crédit et moyen de placement. Pour les épargnants, transformation des plans comportant des actions ou titres équivalents vers des plans en obligations.
- la mise en place de financements de long terme pour tous les projets orientés vers l'écologie. Le niveau peut être local, comme il peut être mondial, car les phénomènes écologiques sont multi-formes et doivent être prise à différents niveaux de responsabilité,
- enfin, et de manière plus fondamentale, développer une "économie de la gratuité", qui n'est plus une économie au sens rigoureux du terme, mais un moyen d'accès aux services et d'échanges entre eux (les modalités variant selon les types de service). Du niveau local au niveau mondial.

## Conclusion

Tenter de comprendre cette crise, cet ébranlement du capitalisme et penser des alternatives, nous fait déboucher sur deux attitudes. Elles ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Des solutions qui atténuent les dégâts sociaux sont toujours meilleures que l'absence de solutions. On ne peut pas raisonner dogmatiquement. Néanmoins, j'espère avoir montré qu'il faut sortir de la fausse symétrie entre travail salarié et capital, avoir l'audace de dépasser l'horizon borné du salariat. Et quelle meilleure occasion qu'un tel ébranlement ? Ce qui aurait semblé farfelu ou purement utopique en temps "normal", peut prendre soudain une nouvelle résonance. Mais du coup, nous sommes très loin des solutions de la gauche traditionnelle.

*Philippe Zarifian* is Professor of Sociology at University of Marne-la-Vallée (UMLV), France. He has been a researcher at the Gender, Work and Mobility Laboratory, France, since April 2005. He is author of the book *O modelo da competência, trajetória histórica, desafios atuais e propostas* [*Competence model – historical path, current challenges and proposals*] published in Brazil in 2004 by Editora Senac. @ – prénom.nom@wanadoo.fr.